

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/NIC/2

15 janvier 1997

(97-0110)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: espagnol

SUBVENTIONS

Réponses aux questions posées par la COMMUNAUTE EUROPEENNE¹ au sujet de la nouvelle notification complète du NICARAGUA²

La Mission permanente du Nicaragua a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 6 janvier 1997.

1. Le Nicaragua pourrait-il expliquer pourquoi ces programmes n'ont pas été notifiés à l'OMC?

Le Décret-loi n° 37-91 du 21 août 1991, modifié par le Décret n° 22-92 du 20 mars 1992, donnait effet à la Loi sur la promotion des exportations, qui échoit le 31 décembre 1997.

Le Décret présidentiel n° 46-91 est connu sous le nom de Décret relatif à la création de zones franches.

Le 30 juin 1995, le Nicaragua a adressé à l'OMC sa première notification concernant les subventions, notification dans laquelle il est dit: "Conformément au paragraphe 1 de l'article XVI du GATT de 1994, le gouvernement de la République du Nicaragua notifie au Comité des subventions et des mesures compensatoires qu'il n'accorde ni ne maintient sur son territoire aucune subvention au sens du paragraphe 1 de l'article 1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, ni aucune subvention spécifique au sens de l'article 2 de l'Accord. La présente notification est faite conformément aux dispositions de l'article 25.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires."

Le Nicaragua procède à la mise à jour de cette notification, à laquelle il incorporera les résultats de l'analyse juridique de la Loi portant création de zones franches qui est en cours.

2. Le Nicaragua pourrait-il présenter une notification au titre de l'article 25, selon la formule type?

Le Nicaragua procède à la mise à jour de la notification qu'il a présentée en juin 1995 concernant les subventions et les mesures compensatoires, à laquelle il incorporera les résultats de l'analyse juridique de la Loi sur la promotion des exportations et la Loi portant création de zones franches qui est en cours.

¹G/SCM/Q2/NIC/1.

²G/SCM/N/3/NIC.

Cette notification sera présentée suivant le modèle de questionnaire contenu dans le document G/SCM/6 du Comité des subventions et des mesures compensatoires du 9 août 1995.

3. Le Nicaragua pourrait-il préciser les critères auxquels il faut satisfaire pour bénéficier de ces programmes et le mode de sélection des projets qui bénéficieront de subventions publiques?

Le Décret-loi n° 37-91 du 21 août 1991, modifié par le Décret n° 22-92 du 20 mars 1992, relatif à la Loi sur la promotion des exportations définit les critères auxquels les projets doivent satisfaire pour pouvoir bénéficier d'une subvention.

Selon l'article 20 de ladite loi, les projets sont évalués par le Ministère de l'économie et du développement sur la base des critères ci-après:

- a) ampleur du projet;
- b) compatibilité avec les objectifs et la stratégie de développement économique du pays;
- c) création d'un flux de devises;
- d) apport technologique;
- e) création d'emplois;
- f) utilisation de matières premières et de pièces détachées d'origine nationale;
- g) protection de l'environnement et préservation des ressources naturelles.

Autres conditions requises pour être admis au bénéfice de la Loi:

- 1) Le produit doit être considéré comme un produit non traditionnel et ne pas figurer sur la liste des produits traditionnels (coton et ses sous-produits, café en grains, sucre, bois brut, viandes de bovins, langoustes et crevettes à l'exception des produits de la mariculture, peaux salées, or et argent).
- 2) Les exportations doivent être destinées à des pays extérieurs à la région d'Amérique centrale et remplir l'une des conditions ci-après:
 - a) représenter 25 pour cent au moins de la production;
 - b) atteindre un montant de 250 000 dollars EU (valeur f.a.b.) au moins.
- 3) L'apport net de devises doit représenter au moins 35 pour cent de la valeur f.a.b. des exportations.
- 4) Un contrat d'exportation doit avoir été signé avec le Ministère de l'économie et du développement.

4. En ce qui concerne le soutien des programmes en faveur des activités d'exportation, le Nicaragua pourrait-il fournir le calendrier selon lequel ces subventions seront progressivement éliminées?

Les avantages conférés par la Loi sur la promotion des exportations cesseront le 31 décembre 1997. La Commission nationale de promotion des exportations est autorisée, à titre exceptionnel et pour des projets dont le délai de mise en oeuvre et d'exécution est long, à proroger de deux ans au maximum le calendrier fixé (1998 et 1999) en maintenant le taux de 5 pour cent prévu pour 1997.